

INCARCÉRÉ DEPUIS PLUS DE QUATRE MOIS À EL-HARRACH

Le général Benhadid veut entamer une grève de la faim

Le général Benhadid a annoncé à ses avocats sa décision d'entamer incessamment une grève de la faim et cesser son traitement médical pour protester contre la lenteur de l'appareil judiciaire dans le traitement de son affaire. Incarcéré à la prison d'El-Harrach depuis la fin du mois de septembre dernier pour avoir tenu des propos crus à l'encontre des dirigeants actuels, il mettra à exécution sa décision avant la fin de la semaine en cours, a-t-on appris de source sûre.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Ses avocats, en déplacement, étaient injoignables hier, mais la décision de leur client semble par contre irrévocable et pourrait être mise en application dès ce jeudi. En fait, avons-nous appris, le général Benhadid avait déjà informé son entourage de son intention depuis un certain temps déjà.

La grève devait être décrétée au début du mois de janvier dernier mais sur insistance de sa défense, soucieuse d'éviter de faire pression sur la justice, il accepte de reporter sa grève d'une dizaine de jours et la fixe à la fin du même mois. Ses avocats interviennent cependant une seconde fois pour lui faire changer d'avis et l'informent que la chambre d'accusation chargée de statuer sur la demande de liberté provisoire

avait fixé une audience au 3 février en cours. La demande est rejetée.

Pour la seconde fois depuis l'incarcération de leur client, M^{es} Bourayou et Mecheri voient leur tentative d'obtenir une liberté provisoire échouer. La première demande avait été déposée au début du mois d'octobre dernier soit quelques jours après la mise en détention du général Benhadid.

Déçu par le rejet de la chambre d'accusation, il décide donc de mettre en application sa décision. Une fois encore, ses avocats tentent de tempérer cette décision mettant la nécessité d'attendre l'adoption de la nouvelle Constitution et d'éviter toute « agitation » pouvant gêner l'évènement. Le texte est passé, la nouvelle Constitution adoptée. Le général Benhadid affirme ne plus



Le général Benhadid.

vouloir attendre. Il fait part à nouveau de sa volonté d'entamer une grève de la faim et de suspendre le traitement médical de son hernie discale.

Ses avocats ont à maintes reprises annoncé que le mal dont il souffre s'est accentué durant son incarcération en raison du fort taux d'humidité existant dans les pri-

sons. Il y a plus de trois semaines, une conférence de presse avait été organisée par la défense afin d'informer l'opinion du retard terrible qu'enregistre la justice dans le traitement du dossier en question. M^{es} Mecheri et Bourayou avaient notamment dénoncé le fait que le général Benhadid n'avait pas été entendu sur le fond de l'af-

faire qui l'a mené en prison comme l'exige la procédure. Ils avaient également dénoncé le fait que la justice n'ait pas répondu à la demande de faire appel à un témoin capital dans le dossier, à savoir le directeur de la radio Maghreb émergence où s'était exprimé le général Benhadid. « Il est nécessaire que notre client explique à la justice les raisons qui l'ont amené à tenir les propos qui lui sont reprochés, mais cette procédure n'a pas encore eu lieu, ce qui est tout à fait anormal ».

Les deux avocats avaient déclaré enfin qu'ils fondaient beaucoup d'espoir de voir s'appliquer le plus rapidement possible les nouvelles dispositions de justice contenues dans la Constitution qui vient d'être adoptée.

Déçu, éprouvé par des mois d'incarcération sans suite judiciaire, le général Benhadid a affirmé à ses avocats n'avoir plus d'autres choix que d'entamer une grève de la faim. Seule une décision de dernière minute en faveur du prévenu pourrait l'amener à revenir sur son intention. Une conférence de presse animée par ses avocats est prévue pour les prochains jours.

Abla Chérif

EXPLORATION MINIÈRE

99 soumissionnaires pour 38 sites miniers

Hier, a eu lieu au siège du ministère de l'Energie et des Mines, l'ouverture des offres de la 42^e session d'adjudication dans le cadre de l'appel d'offres national et international portant sur l'exploration de 38 sites miniers, lancé par l'Agence nationale des activités minières (Anam).

Younès Djama- Alger (Le Soir) - La séance s'est ouverte à 10h en présence d'un huissier de justice et des 99 opérateurs qui ont retiré les cahiers des charges pour chaque site. L'appel d'offres s'est fait en une seule phase (technique et financière).

Cet appel d'offres, pour rappel, concerne 13 sites de calcaire destinés à la production de granulats et sables concassés, 10 sites d'argile pour produits rouges, 10 sites de sable pour construction, 3 sites de sel pour l'industrie alimentaire, ainsi qu'un site de gypse pour la

production de plâtre et un autre de tuf pour les travaux publics.

Ces sites, répartis à travers 21 wilayas, s'étalent sur des superficies allant de 3 hectares jusqu'à 1.395 hectares.

Les 21 wilayas sont Aïn Témouchent (1 site), Bechar (1), Chlef (1), Djelfa (1), Khenchela (1), Médéa (1), Mila (1), M'sila (1), Guelma (1), Oran (1), Saïda (1), Sidi Bel Abbès (1), Souk Ahras (1), Tlemcen (1), Ouargla (1), Tizi-Ouzou (1), Mascara (2), Ghardaïa (3), El Oued (4), Illizi (4) et Tébessa (9). A noter que cette 42^e

adjudication est la première du genre depuis la promulgation de la nouvelle loi minière de 2014.

L'Anam instituée par la loi n°14-05 du 24 février 2015 a entre autres missions de promouvoir toute action de nature à contribuer au développement minier du pays ; de gérer le cadastre minier ; de délivrer, renouveler, suspendre et retirer des permis miniers, sous le contrôle du ministre chargé des Mines ; de gérer et suivre l'exécution des permis miniers qu'elle délivre ; d'émettre des documents de perception relatifs au droit d'établissement d'acte, et à la taxe superficielle pour les permis qu'elle délivre et aux recettes provenant des adjudications qu'elle réalise.

Au chapitre lié à l'exercice des activités de recherche et d'exploitation minières, la loi prévoit que les travaux de prospection minière ne peuvent être entrepris qu'en vertu d'un permis de prospection minière.

Lequel permis de prospection est délivré à son demandeur pour la réalisation d'un programme de prospection tactique ou stratégique pour la recherche d'un minéral spécifique ou pour la recherche d'indices de plusieurs minéraux.

De plus, le permis de prospection minière ne peut porter que sur des terrains non couverts par des permis miniers, sauf si il est accordé pour des substances minérales ou fossiles différentes de celles attribuées en vertu de ces permis. Les formes et les dimensions des périmètres concernés sont déterminées en rapport avec les objec-



L'appel d'offres s'est fait en une seule phase (technique et financière).

tifs fixés et en fonction des engagements souscrits.

La durée du permis de prospection minière ne peut excéder une année. Son titulaire peut demander au maximum deux prorogations de six mois chacune, s'il a respecté les obligations lui incombant en vertu du permis de prospection de la période précédente. L'exploration minière peut porter sur une ou plusieurs substances minérales ou fossiles.

Le même périmètre ne peut être attribué qu'à un seul demandeur. Aussi, la durée d'un permis d'exploration ne peut excéder trois ans. Son titulaire peut demander au maximum deux prorogations de deux années au maximum chacune.

Rappelons que les mines occupent une place importante dans le programme du gouvernement

pour les années à venir. Ainsi, la loi de finances 2016 est venue avec deux dispositions en faveur de la promotion du secteur des mines. Le gouvernement algérien a, en collaboration avec un célèbre laboratoire canadien, entrepris un travail de mise en valeur du gisement de fer de Gara Djebilet.

Grâce à un travail de laboratoire, le niveau de phosphore dans le fer a été ramené à 0,03% bien inférieur au taux visé, soit 0,1%. Une phase pilote sera lancée en vue de déterminer la méthode réelle de réduction du phosphore dans le fer à Gara Djebilet.

Les résultats de l'expertise sont attendus pour juin 2016, avait annoncé le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb.

Y. D.

Mise au point

Il est tout de même triste qu'un journal aussi sérieux que *Le Soir d'Algérie* publie les mensonges d'un ancien chef de gouvernement et des insultes envers un confrère sans réagir et sans avertir ses lecteurs sur l'ignominie et la mauvaise foi de cet ancien responsable politique. Nos confrères du *Soir d'Algérie* ne sont pas censés ignorer que ce n'est pas *Algeriepatiotique* qui a cité Mokdad Sifi, mais l'auteur de la note secrète adressée par le directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur, Lahcène Sériak, au directeur général de l'Anep, en février 1995.

Autant nous comprenons la réaction effarouchée de ce responsable à la retraite qui a dû avoir des sueurs froides à la vue d'un document dont il ignorerait l'existence ou dont il s'étonne qu'il réapparaisse ainsi vingt ans plus tard – oubliant sans doute que les écrits restent –, autant nous nous étonnons que nos confrères cautionnent ainsi ses attaques envers *Algeriepatiotique* qui n'a fait qu'informer l'opinion publique sur une pratique dont *Le Soir d'Algérie* a lui-même longtemps été victime.

Confraternellement, M. Aït Amara
Directeur d'Algeriepatiotique